

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N°0564/2019

JUGEMENT CONTRADICTOIRE  
Du 02/04/2019

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 02 AVRIL  
2019**

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du deux Avril deux mil dix-neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

**Monsieur TRAORE BAKARY**, Président ;

**Madame TUO ODANHAN épouse AKAKO et  
Monsieur AKPATOU SERGE**, Assesseurs ;

**Affaire**

**La Société Concessionnaire du  
Pont Riviera Marcory dite  
SOCOPRIM**

Avec l'assistance de Maître **N'CHO PELAGIE  
ROSELINE épouse OURAGA**, Greffier ;

(Me JEAN FRANCOIS CHAUVÉAU)

Contre

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre:

**La société APEX BETON**

**La Société Concessionnaire du Pont Riviera  
Marcory dite SOCOPRIM**, SA avec Conseil  
d'Administration, au capital de 18.366.900.000 F CFA,  
dont le siège social est dans le Bâtiment Opérationnel à la  
barrière du péage du pont HKB, Cocody, 18 BP 2436  
Abidjan 18, agissant aux poursuites et diligences de son  
représentant légal, Monsieur Charles Paradis ;

**DECISION**

**CONTRADICTION**

Déclare recevable l'action de la Société  
Concessionnaire du Pont Riviera  
Marcory dite SOCOPRIM ;

L'y dit bien fondée ;

Condamne la société APEX BETON à  
lui payer la somme de cent soixante-  
neuf mille sept cent quatre-vingt-sept  
Francs (169.787 F CFA) à titre de  
remboursement des frais de nettoyage  
de la chaussée ;

Met les dépens de l'instance à la  
charge de la société APEX BETON ;

Laquelle a élu domicile au cabinet de maître JEAN  
FRANCOIS CHAUVÉAU, Avocats près la Cour d'Appel  
d'Abidjan, demeurant au 29, Boulevard Clozel à Abidjan  
Plateau, Immeuble, le TF 4770, 5<sup>ème</sup> étage, 01 BP 3586  
Abidjan 01, Tél : 20 25 25 70, Télécopie : 20 25 25 80 ;

Demanderesse d'une part ;

Et

**La société APEX BETON**, SARL, au capital de 5  
000 000 F CFA, dont le siège social est à Abidjan, Rue des  
Carrossiers en face de RIMCO-Zone 3, Treichville, 01 BP  
107 Abidjan 01, Téléphone : 21 25 99 99, prise en la  
personne de son gérant, Monsieur Mohamad CHOUR,  
demeurant ès qualité au siège de ladite société ;

Défenderesse d'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 26 Février 2019, l'affaire a été



*Mobil  
Cm JF Chaur*



appelée et une instruction a été ordonnée et confiée au juge SAKHANOKHO Fatoumata, qui a fait l'objet de l'ordonnance de clôture N°370/2019 du 13 Mars 2019 ;

La cause a été renvoyée à l'audience publique du 26/03/2019 pour être mise en délibéré ;

A cette date, la cause a été mise en délibéré pour décision être rendue le 02/04/2019;

Advenue cette date, le tribunal a vidé son délibéré.

### **LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs prétentions et moyens ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES**

Par exploit d'huissier en date du 12 Février 2019, la Société Concessionnaire du Pont Riviera Marcory dite SOCOPRIM a servi assignation à la société APEX BETON d'avoir à comparaître par devant le Tribunal de Commerce d'Abidjan le 26 Février 2019 pour entendre condamner celle-ci à lui payer la somme de 169.787 F CFA à titre de remboursement des frais de nettoyage du bitume ;

Au soutien de son action, la société SOCOPRIM expose que le 07 Mars 2018, un camion appartenant à la société APEX BETON a déversé le contenu de sa toupie à savoir du béton chaud sur la chaussée du Pont Henri KONAN BEDIE ;

Elle ajoute que suite à cet accident, et dans le cadre de l'exécution de la convention de concession qui la lie à l'Etat de Côte d'Ivoire et qui met à sa charge, la réparation des dégâts causés par les usagers à l'ouvrage dont elle assure l'exploitation, elle a fait procéder au nettoyage du bitume pour lequel, elle a exposé la somme de 169.787 F CFA ;

Elle indique par un courrier en date du 28 Juin 2018, elle a



informé la société APEX BETON de l'incident survenu et lui a réclamé le remboursement des frais occasionnés par cet incident, d'un montant de 169.787 F CFA ;

Elle déclare que bien qu'ayant reçu la facture des dégâts causés, la société APEX BETON n'y a donné aucune suite ;

Elle fait noter que par la suite, en réponse à l'exploit de remise de courrier en date du 24 Janvier 2019 l'informant de l'échec de la tentative de règlement amiable, la société APEX BETON a reconnu la créance et a déclaré procéder au paiement réclamé dans le délai de deux semaines ;

Elle fait valoir qu'à ce jour, la société APEX BETON n'a procédé à aucun paiement ;

Elle sollicite en conséquence la condamnation de la défenderesse à lui payer la somme de 169.787 F CFA au titre du remboursement des frais de nettoyage de la chaussée sur le fondement des articles 1382 et 1384 du Code Civil ;

La société APEX BETON n'a fait valoir aucun moyen de défense ;

### **SUR CE**

### **EN LA FORME**

### **SUR LE CARACTERE DE LA DECISION**

La société APEX BETON a été assignée à son siège social ;

Il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

### **SUR LE TAUX DU RESSORT**

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 8 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

*- en premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;*

*- en premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs » ;*



En l'espèce, la société SOCOPRIM sollicite le paiement de la somme de 169.787 F CFA, montant inférieur à 25.000.000 F CFA ;

Il y a lieu de statuer en premier et dernier ressort ;

### SUR LA RECEVABILITE DE L'ACTION

L'action de la société SOCOPRIM a été introduite conformément aux prescriptions légales de forme et de délai ;

Il y a lieu de la déclarer recevable ;

### AU FOND

#### SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT DE LA SOMME DE 169.787 F CFA

La société SOCOPRIM sollicite la condamnation de la société APEX BETON à lui payer la somme de 169.787 F CFA en remboursement des frais de nettoyage de la chaussée, en application de l'article 1384 alinéa 5 du Code Civil, au motif que le 07 Mars 2018, un camion appartenant à la société APEX BETON a déversé du béton chaud sur la chaussée du Pont Henri KONAN BEDIE dont elle est le concessionnaire ;

Aux termes de l'article 1384 alinéa 5 du code civil, « *les maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés* » ;

Ce texte pose le principe de la responsabilité du commettant pour les fautes commises par ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions ;

La mise en œuvre de cette responsabilité est soumise à deux conditions, à savoir, le lien de préposition et le fait dommageable du préposé ;

En l'espèce, il est constant que le 07 Mars 2018, un camion toupie de marque IVECO, appartenant à la société APEX BETON et conduit par un employé de cette société, a déversé le contenu de sa toupie, à savoir du béton chaud, sur la chaussée du Pont Henri Konan Bédié ;





En déversant du béton chaud sur la chaussée, l'employé de la société APEX BETON a commis une faute ;

Par ailleurs, il ressort de l'exploit de remise de courrier en date du 24 Janvier 2019, que la société APEX BETON ne conteste pas que le dommage a été causé par le fait de son employé ;

En outre, cette faute de l'employé a été commise dans l'exercice de ses fonctions, pendant qu'il transportait dans un véhicule appartenant à la société APEX BETON, du béton chaud ;

Dès lors, la responsabilité de la société APEX BETON du fait de son préposé doit être retenue ;

Sur la réparation, la société SOCOPRIM déclare que suite au déversement du béton chaud sur la chaussée, elle a exposé la somme de 169.787 F CFA pour nettoyer la chaussée ;

Elle produit à cet effet, la facture d'un montant de 169.787 F CFA de laquelle il ressort que c'est la société LASSIRE DECHETS SERVICES qui, à sa demande, a procédé à l'enlèvement de la décharge sur la chaussée ;

La société APEX BETON ne rapporte pas la preuve qu'elle a payé le montant susvisé à la société SOCOPRIM ;

Il échet en conséquence de la condamner à payer à la demanderesse, la somme de 169.787 F CFA à titre de remboursement des frais de nettoyage de la chaussée ;

#### **SUR LES DEPENS**

La société APEX BETON succombe ;

Il sied de mettre les dépens de l'instance à sa charge ;

#### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier et dernier ressort ;

Déclare recevable l'action de la Société Concessionnaire du Pont Riviera Marcory dite SOCOPRIM ;

L'y dit bien fondée ;

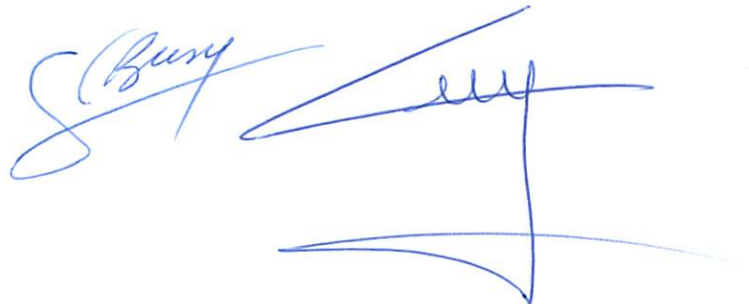


Condamne la société APEX BETON à lui payer la somme de cent soixante-neuf mille sept cent quatre-vingt-sept Francs (169.787 F CFA) à titre de remboursement des frais de nettoyage de la chaussée ;

Met les dépens de l'instance à la charge de la société APEX BETON ;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER./.



N° Qc: 00282816

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 06 JUN 2019  
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 43  
N° 890 Bord 342.1 08

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre



RECEIVED  
FBI  
JAN 10 1968  
FBI  
JAN 10 1968